

Merde alors ! », une semaine européenne explosive

UNION EUROPÉENNE Les Vingt-Huit vont se confronter durement sur l'Etat

► Une altercation vendredi entre l'Italien Salvini et le Luxembourgeois Asselborn annonce d'autres empoignades.
► La confrontation culminera mercredi et jeudi au plus haut niveau à Salzbourg.

Une brève mais spectaculaire altercation, vendredi à Vienne, entre Matteo Salvini, ministre italien de l'Intérieur et leader de la Ligue d'extrême droite, et le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et de l'Immigration Jean Asselborn, a fait fureur sur les réseaux sociaux. Les ministres européens chargés de la Migration étaient réunis une énième fois pour tenter de trouver un accord à 28 sur la politique migratoire et les débarquements de migrants sauvés en mer. Alors que les débats entre ministres se déroulaient hors caméras, mais en présence de leurs conseillers et diplomates, la délégation italienne a, comme elle en a fait son habitude depuis l'arrivée du gouvernement « anti-système », diffusé via les réseaux sociaux une intervention de Matteo Salvini. L'Italien semble d'ailleurs tailler ses déclarations pour ces extraits à diffuser dans la sphère internet plus que pour leur contribution à la recherche de solutions concrètes.

Se référant à une déclaration antérieure de Jean Asselborn qui avait évoqué la nécessité démographique pour l'Europe d'envisager une migration gérée, le patron de la Ligue a expliqué qu'il « était payé pour faire en sorte que nos jeunes refassent des enfants », plutôt que de « faire venir des migrants africains comme esclaves ». Sur quoi le Luxembourgeois a interrompu l'Italien : « Au Luxembourg, cher Monsieur, des dizaines de milliers d'Italiens sont venus travailler pour que vous, en Italie, ayez de l'argent pour vos enfants ! Merde alors ! », s'est écrié Jean Asselborn étouffant un dernier « di djù » qui aurait pu être wallon...

Benelux et Macron ont annoncé la couleur : il est temps de « démasquer les illusions populistes » des Orban et Salvini

L'altercation n'était peut-être pas si spontanée qu'on pourrait le penser. Et surtout, elle est annonciatrice d'une semaine européenne houleuse, vu le cocktail explosif de sujets et d'événements qui vont s'enchaîner.

En hors-d'œuvre mardi se réuniront à Bruxelles les ministres des Affaires européennes. Ils vont reproduire un exercice délicat qu'ils ont expérimenté une première fois fin juin : l'audition de la Pologne au sujet de la dérive de l'Etat de droit, qui vaut à ce pays une procédure « article 7 » pouvant mener à des sanctions. Ce Conseil de mardi interviendra quelques jours seulement après que le Parlement européen a activé la même procédure « article 7 » vis-à-vis de la Hongrie de Viktor Orban. C'est dire que le ton s'est singulièrement durci, dans le « mainstream » européen, par rapport aux évolutions autoritaires ou antidémocratiques qui s'accélérent à l'inté-

« Merde alors ! » : la réplique, vendredi dernier, de Asselborn à Salvini est annonciatrice d'une semaine houleuse. La polémique s'est poursuivie ce week-end, via les médias : accusé par le Luxembourgeois d'utiliser « le ton des fascistes », l'Italien a attaqué le « ministre socialiste du paradis fiscal du Luxembourg ». Ambiance ! - DR

rieur même de l'UE.

Mais c'est mercredi et jeudi que les explications tourneront à l'orage. En marge d'un Conseil européen informel à Salzbourg, en Autriche, les chefs d'Etat ou de gouvernement se retrouveront d'abord en « pré-sommets » par familles politiques. Le plus attendu devrait être celui du PPE : ses dirigeants y affronteront pour la première fois le Premier ministre Viktor Orban depuis le vote au Parlement européen, rendu possible par le basculement d'une ma-

rité de voix PPE. Cette fois, c'est au plus haut niveau qu'aura lieu l'explication, avec en filigrane la question nucléaire : Orban et son parti devraient-ils être exclus d'une famille démocrate chrétienne qui a cessé de fermer les yeux sur ses libertés prises avec l'Etat de droit ?

Mais la réunion analogue des dirigeants sociaux-démocrates pourrait être autant sinon plus animée. Car, sous pression notamment du PPE qui a beau jeu désormais de déclarer qu'il a cessé de défendre son « enfant terrible », les dirigeants occidentaux de la famille socialiste ont décidé de mettre à l'ordre du jour les problèmes là où les leurs sont au pouvoir : en Roumanie, où le gouvernement socialiste a violemment réprimé en août des manifestations contre la corruption, de même qu'à Malte et en Slovaquie, où des journalistes enquêtant sur la corruption ont été assassinés, faisant craindre désormais l'ensemble de leur profession.

Enfin, tout ce beau monde se retrouvera ensuite pour le Conseil européen proprement dit. Avec pour objectif principal de trouver un accord sur l'enjeu le plus clivant du moment : la migration ! Lors de leur réunion préparatoire, il y a une dizaine de jours à Luxembourg (*Le Soir* du 7 septembre), les Premiers ministres du Benelux et le président français Emmanuel Macron avaient clairement annoncé la couleur : ils sont décidés – selon les propos de Charles Michel – à « démasquer les illusions populistes » des Orban et Salvini.

On le disait en commençant, le « Merde alors ! » de Jean Asselborn n'a pas été qu'un saut de langage qui lui a échappé. Ce fut, peut-être, le signal du début de la contre-attaque des pro-Européens... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

reportage Le « hotspot » pour migrants de Lesbos est devenu la deuxième plus grande « ville » de l'île

ÎLE DE LESBOS (GRÈCE)
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le soleil tombe sur Lesbos, une île grecque à une dizaine de miles de la Turquie. En cette période estivale, la vue depuis les hauteurs du village de Moria ravirait les touristes. Jeancy, un Congolais de 22 ans arrivé ici à la mi-mars, n'y prête plus attention. Il soulève un morceau de plastique gris. « C'est l'entrée de chez moi, ironise-t-il. J'ai

construit cette tente avec ce que j'ai trouvé : des bouts de bois pour l'armature, une bâche pour le toit, de vieilles couvertures pour le matelas... » Depuis plusieurs mois, il dort sous cet abri de fortune à Moria. Pour Jeancy, ce nom de village est synonyme de « hotspot », c'est-à-dire de centre d'enregistrement, de tri et d'hébergement des migrants en quête d'Europe, qui ont traversé la mer Egée depuis la côte turque. Autour du

jeune Congolais, conteneurs et autres cabanes improvisées sont alignés, pleins à craquer.

« Le camp est surpeuplé ! Il est conçu pour 3.100 personnes ; il en vit plus de 8.000 », déplore Ioannis Balpakakis, le directeur du hotspot. Il ajoute même, un brin sarcastique : « Nous sommes la deuxième plus grande ville de l'île, après sa capitale Mytilène ! » L'intérieur du camp a d'ailleurs des allures de petite

ville. Salons de coiffure sous des bâches, points de vente d'aliments ou de produits hygiéniques... tout montre que les exilés, originaires de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak ou de différents pays d'Afrique subsaharienne se sont organisés, conscients que le séjour dans le camp sera long.

Quand ces camps ont été créés en 2015 sous la pression de l'Union européenne, ils devaient être des lieux de passage où les migrants déposaient leur demande d'asile après un contrôle d'identité, une visite médicale ainsi que des prises d'empreintes digitales. L'enregistrement y est toujours effectué, ainsi que les différents contrôles. Mais avec l'accord signé entre l'UE et la Turquie en mars 2016, les migrants se sont retrouvés bloqués sur les îles de la mer Egée. Ils les quittent au compte-gouttes quand ils ont obtenu des papiers, un regroupement familial avec un parent déjà installé dans un autre pays de l'UE ou parce que leurs conditions de santé les obligent à rejoindre le continent.

« Le camp est surpeuplé ! Il est conçu pour 3.100 personnes : il en vit plus de 8.000 »

IOANNIS BALPAKAKIS, DIRECTEUR DU HOTSPOT

« En 2016 et en 2017, certains sont restés plus d'un an dans le camp », admet le directeur. Même s'il évoque un « transfert prochain de 3.000 migrants vers le continent », la situation à l'intérieur de ce camp, « déplorable », selon de nombreuses ONG comme Médecins sans frontières (MSF), ne changera pas fondamentalement. Dans son enceinte, « il y a en moyenne une toilette fonctionnelle pour 72 personnes et une douche pour 84 personnes. Largement en dessous des standards humanitaires recommandés lors de situations d'urgence ! », déplore MSF. Les employés du camp de Moria ont même déclenché

une grève du zèle et réalisé des arrêts de travail entre le 7 et le 11 septembre. Ils réclamaient des mesures pour faciliter leur travail dans le camp et demandaient notamment l'augmentation de la surveillance policière pour protéger les résidents et le personnel.

Au sommet de l'Etat, la situation inquiète. À l'issue d'une inspection, les autorités sanitaires ont jugé les conditions de vie dans le camp « inadaptées et dangereuses pour la santé publique et l'environnement ». Elles évoquent des « quantités incontrôlables de déchets », les égouts éventrés et des poubelles débordantes. Christiana Kalogirou, gouverneure de la zone nord de la mer Egée, menace de fermer le camp le 10 octobre si des solutions ne sont pas apportées « pour remédier à tous les problèmes ». De son côté, le ministre à la Politique migratoire, Dimitris Vitsas, a reconnu que la situation y est « très difficile, voire limite ».

Mais le gouvernement grec a beau essayer d'augmenter les capacités d'accueil et d'améliorer les conditions de vie à l'intérieur du hotspot, les migrants continuent d'arriver sur les îles grecques depuis la Turquie, portes d'entrée dans l'Union européenne. Depuis janvier 2018, ils sont un peu plus de 21.300 à être arrivés en terre hellène, dont 11.400 rien que sur l'île de Lesbos.

Jeancy espère une réponse rapide à sa demande d'asile. « Je n'ai rien à faire ici. Je suis mécanicien. Je voudrais suivre une formation... Mais nous n'avons le droit ni d'étudier ni de travailler », se désole-t-il, conscient qu'il n'est « pas le bienvenu en Europe ». « En arrivant à Moria, l'espoir des migrants est au plus haut », explique Luca Fontana, coordinateur de MSF à Lesbos. Il sait que les migrants viennent d'éprouver une traversée dangereuse, parfois mortelle, et qu'ils sont soulagés d'avoir gagné l'Europe. Mais, poursuit

l'humanitaire, « ils voient qu'ils sont sans droits et ne sont plus propriétaires de leur futur. Les conséquences sont énormes, notamment sur leur santé mentale ». Selon MSF, cela peut se manifester par des dépressions, des mutilations, voire, dans le pire des cas, des suicides. Et le coordinateur de conclure : « Lesbos est devenue une prison. » En effet, rien que sur l'île, les migrants et réfugiés sont désormais plus de 10.500 tandis que sur l'ensemble des cinq îles du nord-est de la mer Egée, ils sont près de 20.000 personnes à attendre un passage vers un autre pays européen... chaque jour plus hypothétique.

Dans ce contexte, une part importante de la population s'organise pour l'accueil, voire l'intégration des migrants. Ainsi, à Lesbos, Nikos Katsouris, un pêcheur de 44 ans, et sa femme Katerina ont transformé leur taverne traditionnelle en une cantine sociale et solidaire dénommée « Welcome home » (Bienvenue à la maison). « C'est un espace de convivialité, de partage, d'humanité », expliquent-ils. Ou encore, des écoles ont été créées, comme le centre « Gekko kids », à Mytilène.

Mais dans le même temps, sur fond de crise économique et sociale que traverse la Grèce depuis 2010, l'extrême droite tente de faire de la question migratoire un épouvantail. Elle multiplie les actes violents. À tel point que le 13 septembre, les journalistes locaux se sont mis en grève pour dénoncer « les conditions dangereuses dans lesquelles s'exerce le travail journalistique à Lesbos et les menaces émanant d'éléments extrémistes pour imposer une censure ». De jour comme de nuit, Jeancy, persécuté dans son Congo natal, n'a qu'une idée : « Vivre en paix et stabilité. » En Europe, n'importe où, « mais pas en Grèce ». ■

FABIEN PERRIER

France Pour Marine Le Pen, « L'UE nuit à l'Europe »

PARIS

DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

Vive l'Europe, la vraie, et vive la France ! » Le vieux militant d'un FN « canal historique » a pu être désorienté, dimanche, en écoutant Marine Le Pen conclure son discours de rentrée. Vive l'Europe ? Personne, il y a deux ans encore, n'aurait imaginé que la cheffe de file de l'extrême droite française, qui ne dédaignait pas alors évoquer l'idée d'un « Frexit », puisse un jour vanter l'idée du continent. Mais

qu'on ne s'y trompe évidemment pas. Cette Europe que la présidente du RN appelle de ses vœux, c'est l'Europe des nations, et elle n'a rien à voir avec l'Union européenne. « L'UE, ce n'est pas l'Europe. C'est une construction idéologique. L'UE nuit gravement à l'Europe », a-t-elle même lancé.

À huit mois des élections, le Rassemblement national est en mauvaise posture financière. La rentrée, à Fréjus (Var), a même pris l'allure d'un événement low-cost, avec huit cents invités

réunis au théâtre municipal de la ville. C'est que la saisie conservatoire de 2 millions d'euros dans le cadre de l'affaire des emplois présumés fictifs du Parlement européen, pèse fortement sur la trésorerie du parti. Mais si le RN est suspendu à la décision de la justice, qui doit statuer le 26 septembre sur son recours, il n'en envisage pas moins l'avenir politique sous un jour plutôt favorable. Un sondage le place au coude à coude avec La République en Marche d'Emmanuel Macron : 21,5 %

pour le parti présidentiel allié au MoDem, contre 21 % au RN. Tous les autres partis sont loin derrière : LR est pointé à 14 %, la France insoumise à 12,5 %, Debout la France à 6 %. Les Verts ne sont crédités que de 5 % et le PS poursuit sa descente aux enfers à 4,5 %.

Alors que le FN était arrivé en tête aux élections européennes de 2014, il caresse toujours l'espoir de faire de même au printemps. Ce serait l'occasion pour Marine Le Pen de prendre sa revanche sur la présidentielle.

Elle veut croire que l'heure des nationalistes est venue. Et que le FN était précurseur. « *Partout, les mouvements nationalistes enregistrent des succès comme en Suède, mais aussi le mois prochain en Bavière, espère-t-elle. En Hongrie, en Pologne, en Italie, en Au-*

triche, nos idées sont déjà au pouvoir. » Comme le ministre italien de l'Intérieur, son ami Matteo Salvini, elle proclame : « *Avec nous, l'Aquarius n'accosterait plus sur les côtes françaises.* » Car si elle veut désormais réformer l'Europe de l'intérieur après avoir évoqué l'idée d'une sortie de l'euro, voire d'un Frexit, les fondamentaux sont plus que jamais là : la dénonciation d'une « *submersion migratoire* » et d'un « *ensauvagement* » qui menacent les villages « *si merveilleusement français* ». « *À quand les migrants au château de Versailles ?* », a-t-elle même osé.

Mais si elle sent le vent porteur des nationalistes en Europe, elle reste encore isolée sur la scène française. En donnant au FN le nouveau nom de « *rassemblement national* », ce n'était pas seulement pour tourner la page des

affaires et celle du patriarcat. C'était aussi pour battre le rappel. « *J'appelle tous les patriotes. Venez comme vous êtes* », a-t-elle lancé. Mais pour l'heure, Nicolas Dupont-Aignan, l'allié éphémère de la présidentielle, a repris sa liberté. Il se rêve même en « *recours* ». Quant à Florian Philippot, le leader des Patriotes, il ne perce pas sur le plan électoral. Mais sur le plan éditorial, il pourrait faire mal à la candidate qu'il avait soutenue à la présidentielle avant de rompre. Il publie cette semaine un livre qui ne devrait pas l'épargner.

Reste à connaître le nom de celui qui pourrait conduire la liste du RN. Un signe : Marine Le Pen a cité deux fois le nom d'Hervé Juvin dans son discours. L'économiste, peu connu, pourrait détrôner les caciques du parti. ■

JOËLLE MESKENS